

L'Arménie au bord de la crise de nerfs, par Hakob Badalyan

Depuis la défaite dans la guerre turco-azérie contre l'Artsakh, la vie politique intérieure arménienne évolue dans un contexte conflictuel où une opposition radicalisée exige la démission du premier ministre et de son gouvernement et poursuit des actions de désobéissance civile. De son côté, le premier ministre refuse de démissionner. Récemment, il s'est dit prêt au dialogue avec l'opposition à condition que celle-ci s'exprime sans recourir aux menaces et aux ultimatums. Mais l'opposition radicale ne fléchit pas et persiste dans ses appels à la démission. La confrontation se poursuit donc dans le pays, parallèlement à une réalité extérieure et sécuritaire tout aussi complexe et brûlante, qui n'est pas sans conséquence sur la situation intérieure. Les querelles sur les frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan mais aussi sur celles délimitant l'Artsakh en sont l'exemple le plus flagrant.

Pas de grand soutien populaire pour l'opposition

Cette situation s'est traduite à la mi-décembre par l'empiétement azérie en direction de trois villages restés sous contrôle arménien dans la région d'Hadrou. L'opposition en profite pour soutenir que le premier ministre et son gouvernement ne maîtrisent pas la situation et affirme que leur refus de quitter le pouvoir est porteur de risques de nouvelles pertes territoriales. Le chef de l'exécutif, de son côté, dénonce une attaque médiatique en règle, qui menace la sécurité nationale. La population, quant à elle, tente de comprendre « quelle est l'issue ? ». La spécificité de la situation est que l'opposition qui est aux manettes de cette contestation ne bénéficie pas d'un grand soutien populaire. Les raisons en sont multiples et peuvent être résumées comme suit : le peuple associe cette opposition à l'ancien pouvoir et ne souhaite pas son retour. D'un autre côté, malgré l'absence d'un vrai soutien populaire, cette opposition dispose d'un réservoir suffisant de sympathisants, de cercles et de groupes intéressés lui permettant de maintenir la pression et de préférer l'ébullition à l'apaisement.

Logique d'affrontement

Ainsi, l'opposition cherche à ternir l'image de Nikol Pachinian et à réduire la confiance dont il bénéficie. Mais, ce faisant, elle ne résout pas le problème principal ; la baisse de la confiance à l'égard de Pachinian n'augmente pas forcément la popularité de l'opposition. La popularité de Pachinian a certes subi une baisse quantitative et qualitative, mais l'absence de confiance publique vis-à-vis de cette opposition qui exige la démission de l'exécutif se

transforme, pour ainsi dire, en un réservoir de soutien futur à Nikol Pachinian. Raison pour laquelle, l'opposition déploie de grands efforts non seulement pour réduire la confiance envers Pachinian mais aussi pour amplifier la défiance, l'incertitude et la peur à l'égard de la perspective de son éventuel maintien au pouvoir. La situation est dans une impasse, ce qui accentue les risques d'un affrontement. Si les faits évoluent dans une logique d'affrontement, peu importe qui en sortira vainqueur, le résultat sera la défaite stratégique de la République d'Arménie. Au mieux cette situation anéantira complètement la souveraineté de l'Arménie ; au pire elle provoquera un bain de sang, le désespoir, une énorme vague d'émigration porteuse d'une effroyable menace à la sécurité nationale. Par conséquent, il faut à tout prix empêcher l'affrontement.

Un pouvoir post-révolutionnaire épuisé

En même temps, le souhait d'un changement de pouvoir domine en Arménie. Bien entendu, une part non négligeable de l'opinion se demande « qui élire ? », mais l'absence d'une réponse légitime à cette question, n'est pas une solution à cette situation. Car, même la majorité des citoyens qui s'interrogent à ce sujet, est bien consciente que le pouvoir politique post-révolutionnaire est désormais épuisé et que les autorités en tant qu'institution ont besoin de se ressourcer. Pour les forces engagées dans la contestation intérieure, la question est de savoir qui va devoir surveiller le processus de mise en place de nouvelles autorités, alors que, l'Arménie à ce jour ne dispose pas d'un mécanisme institutionnel stable pour la constitution du pouvoir et les soi-disant règles non-écrites jouent un rôle plus important que les lois et les institutions. Le premier ministre Pachinian tente de garder le contrôle de ce processus, l'opposition radicale fait de même par l'intermédiaire de Vazgen Manoukian, son candidat unitaire au poste de chef d'un gouvernement de transition, qui aura pour tâche l'organisation d'élections anticipées avant de quitter définitivement sa fonction. Cependant, même si l'opposition composée de deux dizaines de partis réussit à porter Manoukian au pouvoir, très probablement, après cette étape, il ne restera pas grand-chose de cette « unité » et ces forces commenceront à rivaliser pour imposer leur influence sur V. Manoukian, et favoriser ainsi un environnement plus favorable à chacune d'entre elles, dans le processus électoral.

Le jeu de Moscou

Dans le contexte actuel, les principaux problèmes de la politique intérieure sont au nombre de deux : l'absence d'une alternative bénéficiant d'une légitimité populaire importante et le comportement et les plans de la Russie. Moscou, dans l'élaboration de ses plans tiendra certainement compte de l'opinion publique en Arménie. D'un autre côté, en revanche, la logique de

l'actuel climat politique intérieur contient un risque d'aggravation de l'apathie populaire à l'endroit de la chose politique, ce qui est susceptible de placer l'opinion publique hors-jeu. Avec la signature de l'accord trilatéral du 9 novembre, la Russie a résolu non seulement des questions tactiques mais elle a aussi réglé ses problèmes stratégiques. Moscou n'aurait jamais pris le risque d'une « imprévisibilité » des développements politiques intérieurs en Arménie. Pour rester maître du jeu, la Russie dispose de leviers gigantesques, lesquels ont cru davantage après le 9 novembre. Des leviers sur le pouvoir mais aussi des leviers sur l'opposition. Certes le président Poutine a clairement exprimé son soutien à Pachinian, mais aussi bien la propagande officielle russe que l'opposition arménienne, totalement loyale à la Russie, poursuivent leurs attaques acharnées contre Pachinian. Autrement dit, dans la vie politique arménienne, la Russie manie la carotte et le bâton, tactique qui permet à Moscou de tracer les nouvelles frontières de sa politique régionale mais aussi de façonner le nouveau paysage politique arménien.

Hakob Badalyan

Traduit de l'arménien par Hilda Kéchichian

par [Ara Toranian](#) le lundi 21 décembre 2020

© armenews.com 2020